POUR PRESERVER L'ACCES AUX LABORATOIRES DE BIOLOGIE MEDICALE

POUR TOUS LES FRANÇAIS

Madame la Ministre de la Santé et de l'Accès aux Soins,

500.000 patients utilisent **chaque jour** les laboratoires de biologie médicale français.

Ils disposent ainsi d'un **accès aux soins direct, efficace et peu coûteux** pour l'Etat. Avec **seulement 1.8% dépenses de santé**, les laboratoires permettent de réaliser **70% des diagnostics médicaux**.

81% des français disposent actuellement d'un **laboratoire situé à moins de 7km** de leur domicile, dans lequel ils peuvent avoir **accès à un biologiste médical, professionnel de santé spécialisé**, pour répondre à leurs interrogations même en cas d'absence de médecin traitant. **Ce système fonctionne** et les français ont droit à une biologie médicale de qualité et de proximité.

Malgré ce constat, l'Etat impose de façon successive des réductions de budget annuel de la biologie, **sans se soucier des conséquences sur l'accès et la qualité des soins** des français.

En septembre 2024, l'Assurance Maladie a décidé d'une **nouvelle réduction drastique des tarifs** de nombreuses analysesqui conduit les **laboratoires au point de rupture** (-7% en 2023, -4% en janvier 2024, -10% en septembre 2024).

Désormais, les **laboratoires sont contraints de réduire leurs horaires d'ouverture ou de fermer** dans certaines zones, notamment rurales, ce qui va **amplifier l'inégalité d'accès aux soins** dans le pays. Près de **69% des laboratoires sont menacés** (*Etude indépendante Roland Berger – Septembre 2024*).

Le service proposé par les laboratoires pour des **résultats rapides et fiables en cas d'urgence médicale**sera fortement **dégradé**, obligeant les patients à se rendre dans des **services d'urgence situés à plusieurs dizaines de kilomètres et déjà saturés,** avec des conséquences parfois dramatiques.

Madame la Ministre, je signe cette pétition pour affirmer mon soutien aux biologistes médicaux et dire :

- **NON** à la destruction de la biologie médicale de proximité
- **NON** à la mise en danger de ma santé pour des raisons budgétaires
- **NON** à la suppression de mon droit de disposer d'un accès aux soins digne et efficace

Nom	Prénom	Ville	Signature

Nom	Prénom	Ville	Signature

Nom	Prénom	Ville	Signature